

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22050 - 81ÈME ANNÉE

Lofis la lang kréol la rényon néna 20 an

Kréol rényoné la sort dann fénoir

Pour fêter ses 20 ans, Lofis la lang rényoné a réuni samedi l'assemblée de ses membres à son siège du Port. Son président, Axel Gauvin a fait un rappel des actions menées par Lofis depuis sa constitution. L'exposition « Listoir la müzik La Rényon » — la 12e présentée par Lofis — réunit de nombreux éléments qui font comprendre les processus culturels et humains par lesquels se sont constitués les différents courants de la culture musicale de La Réunion depuis les origines du peuplement.

Dans sa présentation, Axel Gauvin a retracé le long questionnement par lequel l'association a construit son chemin pour la défense et la promotion du réunionnais.

Lofis s'est formée deux ans après un événement culturel fondateur, organisé par la Région en 2004, durant lequel de vifs échanges avaient opposé deux courants très distincts parmi les défenseurs de la langue réunionnaise.

Un courant voulait, selon Axel Gauvin, combattre frontalement les tendances néo-coloniales affirmées du pouvoir central, tandis que lui-même et ses amis d'alors cherchaient les moyens de consolider les pratiques du créole réunionnais et faire prendre conscience par le plus grand nombre du fait que 1/ le réunionnais est une langue à part entière et 2/Les Réunionnais ont toutes les raisons d'en être fiers.

Promouvoir une image positive de la langue réunionnaise

Les actions menées pendant ces 20 années écoulées ont contribué à promouvoir une image positive de la langue réunionnaise, à l'aider à prendre sa place dans l'Éducation nationale à différents niveaux, à faire avancer le bilinguisme dans les communes et les EPCI (communautés de communes) de l'île.

Lofis a produit de nombreuses publications, d'abord seul puis avec Tikouti, pour répandre la connaissance des mots créoles réunionnais attachés aux pratiques culinaires, aux plantes de l'île, aux métiers, etc.

L'association a également publié une Grammaire pé-



Vié zansète Lafrik apo joué son bob.

Photo de l'exposition : Le bobre, instrument africain, est arrivé à La Réunion avec les immigrants malgaches.

dagogique du créole réunionnais dont les deux premières éditions (400 exemplaires chacune) sont épuisées : près de 900 pages écrites par une enseignante membre de Lofis, avec le concours d'Axel et de plusieurs autres membres, dans le but de faciliter un apprentissage bilingue des enfants des écoles, collèges et lycées.

Actuellement, et depuis déjà plusieurs années, Lofis travaille à un dictionnaire français/rényoné qui va réunir au final plusieurs dizaines de milliers d'entrées — dont certaines sont déjà mises en ligne (<https://dictionnairefrancaisrenyone.re>).

De nombreux soutiens

Tout ce travail a reçu le soutien des collectivités et de nombreux organismes ou personnes qualifiées, qu'Axel Gauvin a vivement remerciés pour leur accompagnement.

Et puisqu'il s'agissait de célébrer la musique réunionnaise, des musiciens membres de Lofis tels David Hoarau et Patrick Atide ont animé la soirée. David Hoarau, guitariste virtuose, enseigne au Conserva-

toire de Région tandis que Patrick Atide — qui jouait samedi avec ses deux filles — fait beaucoup de vulgarisation et d'enseignement des bases de la musique auprès des jeunes publics.

P. David

Les représentants de l'État à La Réunion écouteront-ils l'appel du gouvernement ou faudra-t-il arrêter de faire le plein jusqu'à la baisse des prix ?

Les prix des carburants doivent baisser immédiatement

À La Réunion, les prix maximum des carburants sont en réalité ceux payés, fixés par l'État sans transparence au profit des pétroliers. Malgré la baisse du cours du pétrole, les tarifs restent abusifs, révélant un système injuste. L'État doit agir sans attendre. À défaut, les consommateurs peuvent riposter en différant leurs achats pour contraindre une baisse.

À La Réunion, les prix maximums des carburants ne sont pas des plafonds protecteurs, ce sont les prix réellement pratiqués. L'État fixe chaque mois un tarif qui répond aux demandes des compagnies pétrolières, sans réelle transparence sur l'évolution des marges de ces sociétés étrangères.

La hausse brutale du 1er avril en est une illustration flagrante. Plus de 60 % d'augmentation du prix hors-taxe : une décision incompréhensible pour les Réunionnais, déjà confrontés à une vie chère structurelle. Comment justifier la persistance d'une telle envolée alors même que, sur les marchés internationaux, la tendance est désormais à la baisse du prix du pétrole brut ?

Le gouvernement appelle à baisser les prix maintenant

En France, le gouvernement hausse le ton. Il appelle les distributeurs à répercuter la baisse des cours et brandit la menace d'un plafonnement des marges. Une menace présentée comme dissuasive, mais qui souligne surtout une réalité : sans contrainte, les acteurs du secteur ne jouent pas le jeu. Les prix montent vite, mais descendent lentement, voire pas du tout.

La question est donc simple : à La Réunion, les re-

présentants de l'État vont-ils agir ? Vont-ils entendre cet appel du gouvernement et anticiper une baisse des prix, ou se contenter d'attendre la prochaine révision mensuelle du 1er mai ? Ce calendrier rigide pénalise des milliers d'automobilistes, de travailleurs, de familles.

Acte de résistance économique

Face à cette inertie, une réponse citoyenne est possible. Reporter ses achats de carburant, lorsque cela est possible, devient un acte de résistance économique. Refuser de consommer à des prix abusifs, c'est envoyer un signal clair. Si ce mouvement prenait de l'ampleur, les compagnies pétrolières devraient céder : des stocks à écouler, une demande en recul, et une pression croissante pour baisser leurs tarifs.

Dans ce rapport de force, les gérants de stations-service auront également un rôle déterminant. Ils ne peuvent plus se contenter d'appliquer mécaniquement des prix élevés. Ils doivent, eux aussi, participer à cet effort de transparence et répercuter immédiatement toute baisse.

Ce combat pour des prix justes n'est pas technique, il est profondément politique. Il interroge la capacité de l'État à protéger sa population face à des intérêts économiques puissants. À La Réunion, plus qu'ailleurs, l'exigence de justice sociale doit primer.

M.M.

Face au projet de recolonisation du pays par le régime de Washington

Le Mexique, l'Espagne et le Brésil rassemblés pour soutenir Cuba

Le Mexique, l'Espagne et le Brésil, dirigés par Claudia Sheinbaum, Pedro Sanchez et Luiz Inacio Lula da Silva, appellent à respecter la souveraineté de Cuba et à renforcer l'aide humanitaire. Ils dénoncent implicitement la pression des États-Unis de Donald Trump et affirment que les Cubains doivent décider de leur avenir.

Le Mexique, l'Espagne et le Brésil ont lancé un appel commun en faveur du respect de la souveraineté de Cuba, tout en annonçant une augmentation de leur aide humanitaire à l'île. Réunis à Barcelone lors d'un sommet de dirigeants progressistes, les trois pays ont exprimé leur « grande préoccupation » face à la crise humanitaire qui affecte la population cubaine.

Trump visé

Dans une déclaration conjointe, la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum, le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez et le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva ont souligné leur volonté de coordonner leurs efforts afin d'atténuer les souffrances du peuple cubain. Ils ont insisté sur le fait que toute solution durable devait respecter le droit international, notamment les principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et de règlement pacifique des différends.

Sans mentionner explicitement les États-Unis, les trois dirigeants ont clairement visé la politique de pression exercée par le président Donald Trump. Depuis plusieurs mois, Washington a renforcé ses sanc-

tions contre Cuba, notamment en restreignant les livraisons de pétrole en provenance du Venezuela et en menaçant de sanctions les pays qui continueraient à approvisionner l'île. Ces mesures ont aggravé les pénuries de carburant et provoqué des coupures d'électricité, accentuant les difficultés du quotidien pour les Cubains.

La coopération face à l'impérialisme

Les signataires ont rappelé que l'avenir de Cuba devait être décidé « en toute liberté » par son propre peuple. Ce message s'inscrit dans une défense plus large du multilatéralisme et du respect des règles internationales, mise en avant lors du sommet de Barcelone.

De son côté, le président cubain Miguel Diaz-Canel a récemment évoqué un contexte « extrêmement difficile », appelant son pays à se préparer à d'éventuelles menaces, y compris militaires. Parallèlement, Donald Trump a laissé entendre que Cuba pourrait devenir une nouvelle cible de la sa guerre, alimentant les tensions.

Dans ce contexte, l'initiative conjointe du Mexique, de l'Espagne et du Brésil apparaît comme une tentative de rééquilibrer les rapports de force, en plaidant pour une approche fondée sur le dialogue, la coopération et le respect de la souveraineté nationale.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Otè

Konète son istoir ? Wala in n'afèr kapital !

Mézami zot i koné nou néna bon rolassion avèk bann shagossien. La pa pou sa toute rényoné i koné listoir la déportassion bann shagossien mé néna kant mèm in bonpè demoune La Rényon i koné listoir-la.

Sa i fé panss amwin kékshoz mwin la antann yèr dann kozé in militante la koz bann shagos... Dopli dè zané bann zèlèv in lékol rényonèz — limakilé — la antroprann in korèspondanss avèk bann marmaye déssandan shagossien déporté i frékante in lékol séga tanbour la-ba Port Louis. I anvoye déssin, i rossoi déssin, i ékri bann marmaye é zot korèspondanss i fé alé-rotour. Avèk déssin si tèlman zoli.

L'ariv in zour bann marmaye déssandan bann déporté shagossien la rankonte bann marmaye Lékol La Rényon é zoinalist té la é téi vé konprann la profondèr lo stess bann marmaye par rapor la déportassion zot bann paran — gran paran. Mé lo zoinaliss l'avé difikilté pou fé koz bann marmaye konmsi sa lété pa zot problèm donk konmsi zot té pa konsèrné par lo dram zot bann zanssien..

Par kont bann pti marmaye rényoné zot téi koné in réyon dsi listoir bann shagossien é mèm zot paran k'la suiv sak zot marmaye téi fé lékol... Bann militan shagossien la kalkil téi falé amontr zot listoir zot zanfan é pti zanfan. Sé sak zot i fé laba dann Port-Louis avèk bann militan Group Réfijyé Shagoss.

La konklizion mi tir sé ké tout pèp i doi konète zot istoir é pou konète zot i doi aprann. In tan mi rapèl bonpè rényoné téi i koné pa lésklavaz la sévi issi La Rényon. Di pa mwin non pars dann mon vi mwin la kotoiye bonpè kréol téi koné zéro dsi nout listoir pars sa i amontr pa lékol, pars zot la zamé aprann sa dann zot zétide.

Néna in kozman i di konmsa pou konète oussa ni sava i fo konète oussa ni sort. Sa lé vré pou bann rényoné zanfan épi zadilt, pou toute pèp finalman pars listoir sé in trézor si n i koné ami, in danzé si n i gnor ali.

Abonantandèr salu !

Justin